

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

14 MAI 1997

PROPOSITION DE LOI modifiant la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DU BUDGET

PAR M.
Joseph ARENS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 18 décembre 1996 et des 22 et 30 avril 1997.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — Titulaires :

C.V.P. M. Didden, Mme Hermans,
MM. Pieters (D.), Van-
poucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour,
Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe,
Desimpel.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.
P.R.L.- MM. Bertrand, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Arens.
Vl. Mme Colen.
Blok
Agalev/M. Tavernier.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.),
MM. Eyskens, Van Erps, Van Parys.
MM. Canon, Delizée, Henry,
Moriau.
MM. Huts, Lano, Van Aperen, van
den Abeelen.
Mme Croes-Lieten, MM. Schellens,
Van Gheluwe.
MM. de Donnée, Maingain, Michel.
Mme Cahay-André, M. Fournaux.
MM. Huysentruyt, Van den Eynde.
MM. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 627 - 95 / 96 :

— N°1 : Proposition de loi de MM. Jean-Pierre Viseur et
Jef Tavernier.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

14 MEI 1997

WETSVOORSTEL tot wijziging van de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN EN DE BEGROTING

UITGEBRACHT DOOR DE HEER
Joseph ARENS

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 18 december 1996, 22 en 30 april 1997.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — Vaste leden :

C.V.P. H. Didden, Mevr. Hermans,
HH. Pieters (D.), Van-
poucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour,
Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe,
Desimpel.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.
P.R.L.- HH. Bertrand, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Arens.
Vl. Mevr. Colen.
Blok
Agalev/H. Tavernier.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.),
HH. Eyskens, Van Erps, Van Parys.
HH. Canon, Delizée, Henry,
Moriau.
HH. Huts, Lano, Van Aperen, van
den Abeelen.
Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens,
Van Gheluwe.
HH. de Donnée, Maingain, Michel.
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.
HH. Huysentruyt, Van den Eynde.
HH. Detienne, Viseur (J.-P.).

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. de heer Olaerts.

Zie :

- 627 - 95 / 96 :

— N°1 : Wetsvoorstel van de heren Jean-Pierre Viseur en
Jef Tavernier.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DES AUTEURS

M. Tavernier estime que la Loterie nationale interprète de manière trop extensive les critères prévus à l'article 15 de la loi du 22 juillet 1991, en ce qui concerne l'affectation de ses bénéfices. Il estime par ailleurs que les méthodes commerciales utilisées, la publicité ainsi que la sponsorship d'associations et de manifestations publiques devraient également répondre à ces mêmes critères.

Il considère qu'il est inadmissible que la Loterie nationale soutienne de manière indirecte (par le biais de la publicité et de la sponsorship) des activités qui ne peuvent être subventionnées dans le cadre de la distribution des bénéfices sur la base des critères précités.

M. Jean-Pierre Viseur précise que les jeux de hasard ne créent aucune richesse. Ils consistent en fait simplement à distribuer aux gagnants l'argent pris aux perdants. Cela n'a rien à voir avec une répartition équitable des revenus.

Lorsque ce sont les pouvoirs publics qui organisent ces jeux de hasard, il convient de veiller avant tout à ce que les bénéfices réalisés soient affectés correctement.

Les méthodes utilisées pour faire de la publicité pour de tels jeux de hasard doivent également respecter certains critères.

L'intervenant estime que le raisonnement s'applique aussi aux activités parrainées par la Loterie nationale.

Les méthodes commerciales, la publicité et la sponsorship d'associations et de manifestations publiques devraient par conséquent répondre aux critères d'utilité publique, tels que définis à l'article 15 de la loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale, et aux conditions fixées par l'arrêté royal du 20 février 1992.

II. — DISCUSSION

M. Daems demande aux auteurs de préciser les cas concrets auxquels ils pensent.

Le ministre des Finances estime que l'adoption de la présente proposition aurait une influence négative sur l'évolution des bénéfices de la Loterie nationale, ce qui serait préjudiciable aux nombreuses initiatives auxquelles est affectée une partie de ces bénéfices. Pareille interdiction handicaperait aussi fortement la Loterie nationale face à la concurrence des autres loteries d'Etat.

L'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1991 dispose expressément que la Loterie nationale est chargée d'organiser, (...) *selon des méthodes commerciales*, les loteries publiques (...).

Il estime par conséquent qu'il n'est pas souhaitable d'appliquer les critères relatifs à la répartition des bénéfices aux méthodes publicitaires et à la sponsorship.

I. — INLEIDING VAN DE AUTEURS

De heer Tavernier is van oordeel dat de Nationale Loterij de in artikel 15 van de wet van 22 juli 1991 bepaalde criteria voor de aanwending van haar winsten al te ruim interpreteert. Ook de gebruikte handelsmethodes, de reclame en de sponsoring van verenigingen of openbare activiteiten zouden volgens hem aan dezelfde criteria moeten voldoen.

Het kan voor hem niet dat via reclame en sponsoring op indirecte wijze activiteiten worden gesteund die bij toepassing van de bovengenoemde criteria niet kunnen worden betoelaagd in het kader van de verdeling van de winst.

De heer Jean-Pierre Viseur geeft aan dat kansspelen geen nieuwe rijkdom scheppen. In feite gaat het louter om geld dat aan de verliezers wordt ontnomen om het aan de winnaars te geven. Het heeft niets te maken met een meer rechtvaardige verdeling van de inkomens.

Wanneer dergelijke kansspelen door de overheid zelf worden georganiseerd dient in de eerste plaats te worden gewaakt over de rechtvaardige toewijzing van de gemaakte winst.

Ook de wijze waarop voor dergelijke kansspelen publiciteit wordt gevoerd moet binnen bepaalde perken blijven.

Hetzelfde geldt volgens spreker voor de door de Nationale Loterij gesponsorde activiteiten.

Ook de handelsmethodes, de reclame en de sponsoring van verenigingen of openbare activiteiten zouden bijgevolg moeten beantwoorden aan de criteria van algemeen belang, zoals gedefiniëerd in artikel 15 van de wet van 22 juli 1991 betreffende de Nationale Loterij, en aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 20 februari 1992.

II. — BESPREKING

De heer Daems vraagt welke concrete gevallen de auteurs precies op het oog hebben.

De minister van Financiën is van oordeel dat de eventuele goedkeuring van dit voorstel een ongunstige invloed zou hebben op de evolutie van de winsten van de Nationale Loterij. Dit zou dan ook nadelig zijn voor de vele initiatieven die met deze winst worden gesteund. Dergelijk verbod zou daarenboven een zware handicap betekenen in de concurrentiestrijd met andere staatsloterijen.

In artikel 2, eerste lid van de wet van 22 juli 1991 wordt uitdrukkelijk bepaald dat de Nationale Loterij *volgens handelsmethodes* de openbare loterijen organiseert.

Het toepassen van de criteria inzake winstverdeling op de wijze van reclamevoering en sponsoring lijkt hem dan ook geen goed idee.

M. Reynders estime que l'importance de la publicité commerciale et les techniques employées constituent également des éléments essentiels.

Il paraît souhaitable de déterminer aussi la marge de manœuvre exacte de la Loterie nationale dans les domaines de la sponsorship et de la publicité.

La réglementation concernant la répartition des bénéfices ne peut pas être contournée par le biais de la sponsorship ou de la publicité.

Le ministre précise que les moyens réservés à la sponsorship ont été réduits. Cela implique qu'ils sont attribués actuellement de manière plus sélective (en tenant compte, entre autres, de la publicité faite pour la Loterie nationale par le bénéficiaire).

M. Reynders estime que ces restrictions devraient également figurer dans la loi relative à la Loterie nationale.

Le ministre précise que la pratique consistant à utiliser la sponsorship par la Loterie nationale pour accorder des subventions par une voie détournée a aujourd'hui disparu.

La sponsorship est une forme de publicité qui se distingue précisément du subventionnement par le fait que son bénéficiaire doit fournir une contrepartie effective.

M. Jean-Pierre Viseur déplore qu'une fois de plus, des principes éthiques doivent céder le pas à la réalité économique.

Le ministre fait observer que la Loterie nationale affecte 35 % de ses bénéfices à la coopération au développement. La Croix-Rouge de Belgique et la Fondation Roi Baudouin sont également subventionnées par ce biais.

M. Jean-Pierre Viseur précise que les autorités fédérales ont elles-mêmes puisé largement dans les bénéfices de la Loterie nationale en lui imposant le versement d'une rente de monopole de 2,5 milliards de francs.

Le ministre ne nie pas qu'il en soit ainsi. Si, toutefois, la Loterie nationale veut réaliser 7,2 milliards de francs de bénéfices, comme au cours de l'exercice 1995, il faudra que son chiffre d'affaires augmente de 5 %.

Ce résultat ne pourra être atteint que si un effort est également fait sur le plan commercial. Or, l'adoption de la proposition de loi à l'examen empêcherait un tel effort.

M. Jean-Pierre Viseur estime que le but poursuivi peut également être atteint par d'autres moyens acceptables sur le plan éthique.

Le ministre n'en est pas convaincu.

III. — VOTES

Les articles 1^{er} à 3 ainsi que l'ensemble du projet de loi sont rejetés par 11 voix contre une.

Le rapporteur,
J. ARENS

Le président,
M. DIDDEN

De heer Reynders is van oordeel dat ook de omvang van de handelsreclame en de gebruikte technieken belangrijk zijn.

Het lijkt wenselijk dat ook voor de sponsoring en de handelsreclame zou worden bepaald hoever de Nationale Loterij precies mag gaan.

De reglementering inzake winstverdeling mag niet via sponsoring en handelsreclame worden omzeild.

De minister geeft aan dat de voor sponsoring beschikbare middelen werden verminderd. Dit houdt ook in dat zij thans op een meer selectieve wijze worden besteed (onder meer in functie van de door de tegenpartij geleverde publiciteit voor de Nationale Loterij).

De heer Reynders meent dat deze restricties ook in de wetgeving op de Nationale Loterij zouden moeten worden opgenomen.

De minister geeft aan dat sponsoring door de Nationale Loterij als verkapte vorm van subsidiëring thans niet meer voorkomt.

Sponsoring is een vorm van reclame. Het onderscheid met subsidiëring ligt precies in de door de tegenpartij te leveren reële tegenprestatie.

De heer Jean-Pierre Viseur betreurt dat ethische principes eens te meer moeten wijken voor de economische realiteit.

De minister merkt op dat de winst van de Nationale Loterij voor 35 % aan ontwikkelingssamenwerking wordt besteed. Ook het Rode Kruis van België en de Koning Boudewijnstichting worden op die manier betoelaagd.

De heer Jean-Pierre Viseur geeft aan dat de federale overheid zelf de winst van de Nationale Loterij heeft afgeroomd door het opleggen van een monopolierente van 2,5 miljard frank.

De minister ontkent dit niet. Wil de Nationale Loterij echter, zoals in het dienstjaar 1995 7,2 miljard frank winst maken, dan moet het omzetcijfer met 5 % toenemen.

Hiertoe is ook een commerciële inspanning nodig, die door de eventuele aanneming van het voorliggende wetsvoorstel onmogelijk zou worden gemaakt.

Volgens *de heer Jean-Pierre Viseur* kan dit doel ook met andere, ethisch verantwoorde, middelen worden bereikt.

De minister is daar niet van overtuigd.

III. — STEMMINGEN

De artikelen 1 tot 3 alsmede het gehele wetsontwerp worden verworpen met 11 tegen 1 stem.

De rapporteur,
J. ARENS

De voorzitter,
M. DIDDEN